

Exil ou émigration ? Genèse et organisation de l'émigration des Pieds-noirs d'Algérie

Madame Geneviève Verdo

Citer ce document / Cite this document :

Verdo Geneviève. Exil ou émigration ? Genèse et organisation de l'émigration des Pieds-noirs d'Algérie. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°67, 2002. Pour une histoire de l'Exil français et belge. pp. 107-112;

doi : 10.3406/mat.2002.402402

http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2002_num_67_1_402402

Document généré le 02/06/2016

Résumé

Ces deux textes sont extraits d'un mémoire de maîtrise soutenu en juin 1989, intitulé « Les Français d'Afrique du Nord en Argentine. Bilan provisoire d'une migration (1964-1988) ». Ce travail s'appuie sur une centaine d'entretiens réalisés auprès des acteurs. Il retrace l'organisation de cette émigration, qui résulte d'initiatives privées et d'accords entre les gouvernements, ce qui en constitue l'originalité. Après avoir évoqué l'intégration de ces groupes en Argentine, il s'efforce en outre d'éclairer les composantes identitaires de ces individus, partagés entre une France idéalisée mais tenue à distance et une Argentine qui les a intégrés, mais dont ils continuent à se démarquer.

Abstract

These two texts are extracts from a mémoire de maîtrise defended in June 1989 under the title "The French of North Africa and Argentina : first assessments of a migration (1964-1988)". The work is based on around a hundred interviews conducted with those who experienced it. It retraces the patterns of their emigration, resulting in both private initiatives and inter-government accords - that is what marks its originality. After outlining how the various groups were integrated into Argentina, the study moves to an analysis of the component identities of the individuals involved. They are caught between an idealized France, yet held at a distance, and an Argentina that integrates them, yet is not wholly adopted.

Exil ou émigration ? Genèse et organisation de l'émigration des Pieds-noirs d'Algérie

De 1962 à 1964, tandis que les rapatriés tentaient de s'adapter à la métropole, l'émigration en Argentine se préparait déjà activement, à Buenos Aires comme à Paris. Son origine se situe dans les propositions et les projets conjoints des gouvernements argentins et français, ainsi que dans l'action individuelle de quelques Pieds-noirs, futurs dirigeants des groupes d'émigration.

L'impulsion des chefs de groupes

Cette action individuelle doit être mise au premier plan, car elle fut le véritable moteur de l'émigration en Argentine. Sans l'acharnement de ces quelques hommes qui passèrent deux années à mener à bien leurs projets, les démarches officielles n'auraient peut-être pas abouti.

Qui étaient ces futurs chefs de groupe ? Au départ, des hommes d'action, doués de talents d'organiseurs et de visionnaires. Probablement songeaient-ils dès l'Algérie à promouvoir une émigration vers les pays neufs : au dire de sa belle-fille, Gratien Faure, l'un des plus importants propriétaires fonciers du Constantinois, en parlait depuis la fin des années 1930, car il estimait, disait-il, que « l'Algérie ne durerait pas ». Nul doute que sa position et son rôle politique (il fut l'un des promoteurs de l'Assemblée Algérienne) devaient lui permettre de juger sur le long terme. Cette réaction ne doit pas surprendre, malgré l'image traditionnelle et un peu caricaturale du Pied-noir accroché à sa terre, qui se laisse couler avec le bateau. Cette attitude n'infirme en rien le sentiment qu'avaient les Pieds-noirs d'être chez eux en Algérie : elle révèle simplement que ces hommes avaient conservé le vieux réflexe du migrant qui quitte son pays d'accueil pour aller chercher fortune ailleurs, lorsqu'il sent le vent tourner.

Le propre fils de Gratien Faure, Raymond, reprit à son compte l'idée de son père et, dès 1960, effectua son premier voyage en Argentine. Là, il décida d'acquérir l'*estancia* (propriété agricole) de Gualo Guaychu, située dans la province de Buenos Aires, qui comptait 6 500 hectares d'excellentes terres. Trois cents familles furent, semble-t-il, inscrites comme candidates à l'émigration, mais leurs fonds personnels ne suffisaient pas à acheter la propriété et Raymond Faure ne put obtenir aucune aide du gouvernement français. Au moment du rapatriement, rien n'était encore concrétisé. C'est alors qu'intervint le second organisateur de l'émigration, Georges Thurin, que Raymond Faure avait rencontré en Algérie. Les deux hommes étaient en contact avec François Missoffe, qui, à cette époque, devint ministre des Rapatriés et de l'Agriculture et mena à bien toutes les

démarches officielles du côté français. Une seconde rencontre se révéla déterminante pour eux : celle du vice-consul d'Argentine en poste à Paris, Carlos A. Massa, qui leur offrit son aide... et trois billets d'avion pour Buenos Aires.

Les deux organisateurs s'envolèrent donc pour l'Argentine, où ils séjournèrent de novembre à février 1963, visitant tour à tour les provinces de Corrientes, Entre Rios, Córdoba, Mendoza, La Rioja, Catamarca et Salta, où se trouvaient des terres disponibles, « fiscales » (appartenant aux gouvernements provinciaux) ou privées. Certaines offres étaient intéressantes, mais les prospecteurs ne disposaient pas de capitaux suffisants. Pourtant Raymond Faure était décidé à ne pas attendre davantage : avant de repartir, il prit une option sur une *estancia* de 21 000 hectares, dans la province d'Entre Rios. De retour à Paris, il créa la Société Franco-Argentine d'Exploitation Agricole (sise au 42, avenue de Suffren), et parvint à réunir, au cours de l'année 1963, soixante familles intéressées par le projet.

De son côté, Georges Thurin essayait d'obtenir une aide officielle du gouvernement français et de créer une coopérative complète, dans la perspective d'un prochain départ. Il tenait à réunir non seulement des agriculteurs, mais aussi des mécaniciens et des électriciens, en somme divers professionnels pouvant se révéler utiles. Son aire de recrutement fut essentiellement les régions parisiennes et toulousaines, car c'est là qu'étaient installés ses parents, voisins et amis d'Algérie. En même temps que s'opérait le recrutement, les responsables de la future coopérative — baptisée la SCAFAL (Société Coopérative Agricole Franco-Argentine Limitée) — se répartissaient les tâches : certains, à Paris, s'affairaient en démarches diverses auprès des organismes officiels, afin d'obtenir des aides matérielles, tandis que les plus jeunes, comme Jean-Pierre B. et Jean-Marie B.-V., faisaient office de secrétaires.

Quatre autres se trouvaient déjà en Argentine pour chercher une propriété à acheter. Ces représentants étaient en contact avec un petit groupe d'anciens officiers, réfugiés en Argentine depuis quelques mois. Ceux-ci s'étaient installés avec leurs familles dans la province de Formosa — frontalière du Paraguay — dans un endroit appelé Mision Tacaaglé, qui appartenait autrefois aux jésuites. Fort isolés, ils envisageaient de former une seule coopérative avec le groupe de Georges Thurin. C'est probablement sous leur influence, et parce que la province de Formosa avait proposé une offre alléchante, que les dirigeants de la SCAFAL se décidèrent à s'installer non loin de la Mission, près d'un village appelé Cataño Cue (actuel General Belgrano) où ils achetèrent à la province 20 000 hectares de terres.

Les propositions argentines

Pendant que Raymond Faure, Georges Thurin et leurs associés préparaient ainsi l'installation de leurs groupes, le gouvernement argentin et ses représentants menaient une campagne d'information et négociaient avec leurs homologues français afin de promouvoir une émigration officielle et organisée.

Un article de Luis M. Bello, correspondant à Paris du journal *La Nación*, en date du 14 février 1963 et intitulé « Une émigration qui pourrait être profitable », révèle cette action et en expose les motifs. Le début du texte informe les lecteurs argentins du sort des rapatriés, de la « situation psychologique particulière » dans laquelle ils se trouvent et des problèmes qu'ils posent au gouvernement français. D'où la solution de l'émigration, envisagée par un certain nombre d'organismes spécialisés, dont l'Association pour l'Émigration Outre-Mer. Le journaliste annonce précisément le prochain voyage en Amérique latine du président de cette association, ainsi que le départ en Argentine de représentants des groupes pied-noirs (sans doute ceux du groupe Thurin mentionnés ci-dessus). Les nombreuses démarches qu'effectuent certains rapatriés pour s'y installer sont mentionnées, ainsi que l'aide active apportée par le Consulat d'Argentine à Paris.

Par ailleurs, l'auteur explique qu'il s'agit d'agriculteurs chevronnés, donc dignes d'intérêt. Et il se plaît à énumérer les avantages qu'offre son pays aux futurs émigrants : l'hospitalité, la générosité, un excellent climat, de grandes possibilités de développement et, surtout, une « atmosphère européenne ». Remarquons que le choix et l'ordre des termes n'est pas fortuit : ce sont les facteurs humains qui sont mis en avant, non les facteurs naturels ou économiques. De fait, cette phrase révèle bien la situation : l'Argentine se propose d'accueillir ces rapatriés, de leur offrir un cadre favorable, et de tirer parti de leur qualification. Ce projet argentin s'inscrit dans un double contexte.

Sur le long terme, il s'agit d'une nouvelle étape dans la politique migratoire de l'Argentine. On

connaît l'importance de ce facteur dans l'histoire du pays, et la célèbre phrase d'Alberdi : « Gouverner, c'est peupler ». Or, le flux migratoire qui peupla et mit en valeur l'Argentine se tarit à partir des années 1930, malgré la légère reprise de l'immédiate après-guerre¹. Le début des années 1960 correspond très nettement à une période de « creux » du point de vue de l'immigration européenne — il apparaît même que les départs commencent à l'emporter sur les arrivées — tandis que celle en provenance des pays frontaliers se développe sensiblement². Dans ce contexte, on comprend l'attention portée au projet migratoire des Pieds-noirs : il s'agit d'une population européenne, agricole, hautement qualifiée, toute indiquée pour venir mettre en valeur les provinces les moins développées du pays, qui sont par ailleurs celles où se trouvent le plus de migrants des pays limitrophes. Les sources indiquent que le gouvernement argentin envisageait une immigration beaucoup plus importante que ce qu'elle fût réellement : au moins mille familles d'Afrique du Nord étaient attendues en Argentine.

Un second facteur, d'ordre politique et plus conjoncturel, a ici son importance : il s'agit de l'influence idéologique du *desarrollismo* (« développementisme »). En Argentine, son principal représentant fut le radical Arturo Frondizi, président de 1958 à 1962. Sa politique consistait à tout axer sur le développement du pays, assimilé à la croissance industrielle. Cette fin justifiait les moyens employés, d'où un recours massif aux capitaux étrangers. Dans le domaine agricole, les impératifs étaient les mêmes : il fallait « techniciser les campagnes », d'où la prolifération d'organismes d'aide au développement technologique, dans le domaine de l'agriculture comme dans celui de l'industrie³. L'immigration des Pieds-noirs commença d'être envisagée du temps de Frondizi, ce qui n'est guère surprenant : ceux-ci constituaient les candidats idéaux, puisqu'ils possédaient déjà un bon niveau de qualification. Par ailleurs, on avait bon espoir qu'ils amènent leurs équipements : ce point constitua l'essentiel des négociations franco-argentines, à savoir la dotation à chaque émigrant d'un prêt sous forme de matériel agricole. Ici, le capital étranger était donc en partie humain, mais il n'en était que plus précieux : l'exemple de la mise en valeur agricole de l'Algérie devait convaincre plus d'un gouverneur de province. La chute de Frondizi, en mars 1962, retarda les négociations en cours mais son successeur, le général Arturo Illia, reprit à son compte le projet, et c'est sous sa présidence (1963-1966) que se déroula l'immigration des cinq ou six groupes constitués.

Ce double contexte permet de caractériser cette immigration par ailleurs si peu significative du point de vue numérique : ce fut le premier exemple, en Argentine, d'un mouvement migratoire organisé et encadré par une entité officielle, prenant valeur d'acte politique.



Départ de harkis d'Algérie, Oran 21 avril 1962, cliché ECPA, © D.R.

1. Alain Rouquié, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême Occident*, Paris, Seuil, 1987.

2. C.E. Reboratti et C. Bertinello, « Les mouvements migratoires des Argentins », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 92, Paris, La Documentation Française, 1988.

3. Alain Rouquié, *op. cit.*, p. 293-295.

L'installation des Pieds-noirs en Argentine se distingue, en ce sens, de toutes les immigrations précédentes.

L'action du gouvernement argentin s'effectua sur deux plans. Tout d'abord, des émissaires furent envoyés pour informer et recruter d'éventuels candidats, dans la forme la plus classique des appels à l'immigration, à ceci près que les délégués dépendaient non pas d'organismes privés mais de l'Office des Migrations. Un exemple de cette campagne de recrutement est donné par un article du *Monde* relatant l'une de ces conférences, donnée à Toulouse en 1963. L'envoyé du gouvernement argentin annonce à l'assemblée l'offre effectuée par la province de Formosa. Celle-ci propose, dans un premier temps, d'attribuer 200 000 hectares de terre à quatre cents familles de rapatriés, ce qui correspond à des unités de production de 350 à 500 hectares. La province offre de surcroît aux futurs colons des avantages exceptionnels : un prix très modique (quinze francs l'hectare payables en dix ans), des facilités de crédit, une exonération d'impôts pendant les cinq premières années, ainsi que la fourniture des semences et du matériel de construction pour les logements, l'assistance d'ingénieurs agronomes, et la mise en place de toute l'infrastructure nécessaire. Par ailleurs, les frais de transport des personnes et du matériel seraient pris en charge à partir de Buenos Aires. À cette offre alléchante s'ajoute pourtant une condition : le gouvernement demande aux immigrants d'amener avec eux leur matériel agricole, en promettant qu'une fois en Argentine, « ce matériel verra tripler sa valeur ». Enfin, on recommande aux colons de « partir en groupes constitués, ayant leurs moyens d'action propres ».

C'est à cette proposition officielle que répondirent les adhérents de la coopérative formée par Georges Thurin dans la région de Toulouse. Ici apparaît clairement la conjonction du projet des chefs de groupe et de l'offre effectuée par les Argentins. Cet article révèle en outre les intérêts argentins de l'entreprise, qui revient à mettre en valeur les terres de la province avec un investissement minimal. Les avantages concédés, s'ils paraissent importants, ne coûtent finalement pas grand-chose à la province en regard des profits qu'elle espère, puisqu'on attend des immigrants qu'ils réalisent eux-mêmes toutes les installations dont ils auront besoin. Quant aux milliers d'hectares qui leur sont offerts, ils pouvaient certes faire rêver les agriculteurs qui n'avaient pas de quoi en acheter cinq en France, mais c'étaient des terres presque vierges, dont on ignorait la fertilité réelle. Ces chiffres doivent être pris pour ce qu'ils sont : un argument de promotion, propre à susciter une impression d'abondance.

Cet article français peut être comparé à un second, paru dans *La Nación* du 22 juin 1963, annonçant l'arrivée prochaine de cinquante familles pied-noires à Formosa — il s'agit en l'occurrence du groupe Thurin. La présentation des avantages offerts par la province insiste beaucoup moins, cela se comprend aisément, sur l'aspect financier et matériel. En revanche, l'accent est mis sur le choix « des zones qui s'accordent le mieux à [leurs] habitudes (...) une Algérie, mais sans Arabes », selon les mots d'un ingénieur français de passage à Formosa⁴. Le but recherché est ici clairement énoncé : on attend de cette immigration qu'elle soit « capable de transformer l'économie de la province » et joue un rôle stimulant à l'échelle locale. Dans cet article apparaissent aussi bien le nationalisme sous-jacent (l'Argentine est présentée comme la terre promise) que le souci de prestige qui motive l'événement.

La réponse française et les accords de 1964

L'article du *Monde* précédemment cité mentionne également l'aide attendue du gouvernement français. En effet, sur un autre plan, l'action des Argentins consista à négocier un accord avec les différents ministères responsables, afin que les émigrants bénéficient d'un prêt en argent et en matériel, et que leur voyage et leur déménagement soient pris en charge par la France.

Ces propositions furent bien accueillies par le gouvernement français, dans la mesure où il y trouvait également certains avantages politiques et économiques. D'une part, dans le contexte de la modernisation de l'agriculture française et de l'exode rural, il apparaissait fort malaisé de réinstaller ou d'indemniser quelques 20 000 agriculteurs rapatriés d'Algérie. Les équiper en vue d'une émigration, avec du matériel français, se révélait être une solution beaucoup moins onéreuse sur le long terme. D'autre part, on peut voir dans ce projet une illustration de l'ouverture française vis-à-vis des nations latino-américaines⁵. La dimension politique de ce projet apparaît clairement dans le

Illustration non autorisée à la diffusion

4. L'article du *Monde* précédemment cité et bien d'autres se plaisent à comparer l'Argentine et l'Algérie, surtout du point de vue climatique. En réalité, seule la province d'Entre Rios est située à une latitude comparable à celle de la côte algérienne. Dans l'ensemble, ces comparaisons sont hâtives et exagérées ; elles reflètent surtout la complaisance et les visions exotiques de leurs auteurs.

Illustration non autorisée à la diffusion

Couverture de Abd-El-Aziz Méliani, La France honteuse, le drame des harkis, Paris, Perrin.

compte-rendu d'une conférence prononcée au ministère argentin de la Défense par le directeur de l'Office des Migrations, H.P. Ciapuscio.

Celui-ci présente à une assemblée d'officiers supérieurs et d'agents ministériels l'état des négociations, et les raisons d'agir du gouvernement français. Cette analyse, fortement inspirée par les conclusions du rapport de Vernejoul sur la situation des agriculteurs rapatriés, révèle l'ambivalence des négociations franco-argentes et permet de conclure que l'organisation de cette émigration constituait tout autant un acte politique qu'un accord économique. Pour les deux parties, l'intérêt bien compris rejoignait l'opération de prestige.

Ces négociations aboutirent aux accords franco-argents du 19 octobre 1964, dont le texte fut signé à Buenos Aires par le ministre des Relations Extérieures et du Culte, le ministre de l'Intérieur, et l'ambassadeur de France en Argentine. Ce texte comporte onze articles, parmi lesquels on distingue les engagements du gouvernement français, puis ceux du gouvernement argentin. Le premier article autorise « l'établissement d'agriculteurs français, anciens résidents en Afrique du Nord, organisés en groupes coopératifs de caractère agricole ou agro-industriel, en vertu de plans concrets sur lesquels les deux gouvernements se seront préalablement mis d'accord ». On remarque l'importance de l'aspect officiel et organisé : même la structure des groupes est préalablement imposée.

Le gouvernement français s'engage à prendre à sa charge les frais de transport des émigrants et de leurs familles, de leur matériel, et de leurs affaires personnelles. Par ailleurs, les émigrants recevront une aide financière nécessaire à leur installation, ainsi qu'un prêt concédé en matériel agricole

d'une valeur de 200 000 francs par « unité indépendante » (individu isolé ou groupe familial), auquel s'ajoute l'octroi d'un véhicule, d'une valeur maximale de 15 000 francs.

Pour sa part, le gouvernement argentin s'engage à exonérer des taxes douanières et autres impôts — énumérés dans l'article 5 — les personnes des émigrants, leurs meubles, effets personnels et articles ménagers, importés « en quantités normalement indispensables » et « sous réserve que ceux-ci soient usagés » (afin d'éviter que les colons se reconvertissent immédiatement dans l'importexport...). Il autorise en outre l'entrée en franchise de tous les biens de production nécessaires — « outils, instruments, équipements, (...) bétail, semences, matériel et véhicules, ainsi que les pièces de rechange nécessaires à leur réparation et à leur entretien ». La même franchise est concédée pour le matériel coopératif (bulldozers, niveleuses, tracteurs, poids lourds), mais ces dispositions prévoient un plafond à ne pas dépasser. Par ailleurs, ces biens importés constituent un gage au regard du gouvernement argentin, pendant cinq années au cours desquelles ils ne pourront être vendus. En contrepartie, l'État argentin autorise le libre transfert des capitaux vers la France, car les émigrants sont tenus de rembourser leurs prêts.

Enfin, l'article 9, qui mentionne l'engagement pris vis-à-vis de l'installation proprement dite des colons, mérite d'être cité *in extenso* : « Le gouvernement argentin s'efforcera de pourvoir dans toute la mesure du possible, aux nécessités de l'infrastructure de chaque installation coopérative, de manière à assurer, dans les limites de sa compétence, l'hygiène et l'instruction publique pour les habitants, ainsi que la circulation et la commercialisation des produits ». Cet engagement est le seul qui traduise un rôle actif du gouvernement dans l'installation des immigrants ; les autres sont davantage des dispositions d'exception, une sorte de tolérance accordée à ces groupes. Or, le choix des termes indique combien, dans ce rôle actif, le gouvernement se montre timoré : il « s'efforcera (...) dans toute la mesure du possible » et « dans les limites de sa compétence ». Autant dire que, malgré les promesses, les colons ne devaient pas s'attendre à recevoir une aide très efficace.

Du reste, à la date où furent signés ces accords, les groupes de Raymond Faure et de Georges Thurin étaient déjà installés en Argentine. L'article 10 les mentionne, en précisant que les décrets 5466/61 et 8732/63 qui régissaient respectivement leur installation les plaçaient rétroactivement dans le cadre des accords. Or, ces installations ont un peu pris de court les gouvernements provinciaux, qui avaient lancé leurs appels d'offre sans penser que la réponse serait si rapide. C'est pourquoi il s'engage pour l'avenir de manière si prudente. Comme nous l'avons déjà suggéré, il existe un paradoxe ou pour le moins une ambiguïté entre la rigidité de l'organisation et son encadrement officiel — les gouvernements allant jusqu'à imposer la structure des groupes — et le laxisme plus ou moins déguisé dont fait montre l'État argentin en regard de l'installation des immigrants.

Geneviève Verdó

Université de Paris 1 (1989)

5. Le voyage du Général de Gaulle en Amérique Latine, illustré par la formule « *la mano en la mano* », date de 1964, soit l'année des premières installations des groupes de rapatriés.

Document

L'Argentine, « terre » idéale de l'exil et de l'émigration européenne francophones ?

Illustration non autorisée à la diffusion

Denis Rolland



Voir suite illustrations au verso

